

Standing Committee on Victim Assistance, 13 May
Statement of Elizabeth Reusse-Decrey, President of the Geneva Call

Merci Monsieur le Président,

Je me permets de prendre la parole sur une question d'approche régionale un peu particulière et plus pour partager une réflexion que pour faire une déclaration. Lorsque nous avons lancé l'Appel de Genève il y a 3 ans, l'accueil a été quelque peu sceptique. Le projet d'engager les groupes rebelles dans la lutte contre les mines et dans l'interdiction de cette arme a mis quelque temps à s'imposer.

Aujourd'hui les choses ont changé. Cette question a même fait l'objet d'un paragraphe spécifique dans les déclarations finales des conférences des Etats Parties à Managua en 2001 et à Genève en 2002. Chacun reconnaît aujourd'hui que les rebelles sont une partie du problème, donc sont également une partie de la solution. Et de manière surprenante ce sont souvent les pays touchés par des conflits internes qui accueillent le plus favorablement nos activités.

Les remerciements qu'a adressés ce matin à l'Appel de Genève Madame Gutierrez de l'Observatoire des Mines à Bogota sont révélateurs de cette volonté de collaborer à la lutte contre les mines, même sur un sujet aussi sensible que les guerillas colombiennes. Il convient d'ailleurs qu'à mon tour je remercie Madame Gutierrez, les autorités colombiennes et l'armée, pour l'accueil et le soutien apporté à notre mission en Colombie la semaine dernière. Ces progrès sont réjouissants et amènent désormais à la réflexion suivante. Dès lors que nous travaillons avec ces groupes sur la question des mines, la communauté internationale va être appelée à intervenir dans les régions sous leur contrôle. Déminage, destruction des stocks, sensibilisation aux dangers des mines, mais aussi et surtout assistance aux victimes. Et j'aimerais insister sur ce point car à l'Appel de Genève, dans les négociations que nous menons avec des rebelles, nous sommes déjà confrontés à ces questions. Et nous estimons que toutes les victimes, qu'elles soient civiles, qu'elles appartiennent aux communautés proches de rebelles ou aux combattants eux-mêmes, toutes les victimes ont droit à des soins et à une réhabilitation. L'Appel de Genève espère que ce défi, d'assister les victimes, toutes les victimes, pourra être abordé au sein de la communauté internationale sous l'angle purement humanitaire, en dehors de toute considération politique, comme cela a pu être fait jusqu'à maintenant dans l'engagement des rebelles à interdire les mines. Je remercie d'ores et déjà la communauté internationale de prendre cette réflexion en considération.

Elisabeth Reusse-Decrey
Présidente de l'Appel de Genève